
ROLE DES MEDIAS LOCAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'EXTREMISME VIOLENT DANS LES PAYS DU BASSIN DU LAC-TCHAD ET LE SAHEL

Abbas Abakar Abbas

Université de N'Djaména ; faculté des langues, lettres, arts et communication/
Département des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication
E-mail : waldfanta@gmail.com

Résumé

Ce travail examine le rôle des médias locaux dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans les pays du Bassin du Lac-Tchad (Cameroun, Niger, Nigeria, et Tchad) et du Sahel, tels que le Burkina-Faso, le Mali et le Niger. Ces régions constituent l'épicentre de la menace terroriste en Afrique subsaharienne, avec la présence active de Boko Haram et de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et d'Ansarul Islam. Les médias locaux, notamment les radios communautaires, les presses sous-régionales, des plateformes numériques représentent des leviers stratégiques pour freiner les narratifs extrémistes, consolider la cohésion sociale et prévenir la radicalisation. Cet article montre que les médias locaux disposent d'un capital de légitimité culturelle et linguistique précieux, mais que leur efficacité structurelle est bridée par la précarité économique, l'insécurité physique, le déficit de formation et la pression multiforme.

Mots-clés : *bassin du lac-Tchad ; extrémisme violent ; jihadistes médias locaux ; sahel ; radicalisation.*

Abstract

This study examines the role of local media in the prevention and countering of violent extremism in the Lake Chad Basin countries (Cameroon, Niger, Nigeria, and Chad) and in the Sahel, including Burkina Faso, Mali, and Niger. These regions constitute the epicenter of the terrorist threat in sub-Saharan Africa, with the active presence of Boko Haram and the Islamic State in West Africa (ISWAP), the Group for the Support of Islam and Muslims (JNIM), and Ansarul Islam. Local media, including community radio stations, subregional presses, and digital platforms, represent strategic levers to curb extremist narratives, strengthen social cohesion, and prevent radicalization. This article demonstrates that local media possess valuable cultural and linguistic legitimacy, yet their structural effectiveness is constrained by economic precarity, physical insecurity, lack of training, and multifaceted pressures.

Keywords: *lake Chad basin; local media; radicalization; sahel; violent extremism.*

Introduction

Depuis le début des années 2010, le Bassin du Lac-Tchad et l'espace sahélien constituent l'un des foyers les plus actifs de l'extrémisme violent à l'échelle mondiale. Dans le Bassin du Lac-Tchad, Boko Haram né au nord-est du Nigeria en 2002, actif depuis 2010 et sa dissidence, l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP)¹, ont entraîné plus de 40 000 morts, 2, 4 millions de déplacés internes² et une destabilisation profonde des régions frontalières du Cameroun, du Niger et du

¹ Pham, J. P. (2016). Boko Haram: The strategic evolution of the Islamic State's West Africa Province. The Journal of the Middle East and Africa, 7(1), 1–18. <https://doi.org/10.1080/21520844.2016.1152571>

Cet article analyse l'évolution de Boko Haram et sa transformation en Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), suite à l'allégeance de l'ancien groupe à l'État islamique en 2015, ainsi que les implications idéologiques et opérationnelles de ce changement

² Awosusi, A. E. (2017). Aftermath of Boko Haram violence in the Lake Chad Basin: a neglected global health threat. BMJ Global Health, 2(1). <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2016-000193>

Cet article indique qu'au moins plus de 20 000 personnes ont été tuées et plus de deux millions déplacés dans le cadre de l'insurrection menée par Boko Haram et ses factions dans la région du Bassin du Lac Tchad.

Tchad (ACLED, 2023). Dans le Sahel, le Groupe de Soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM) et l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) ont progressivement étendu leur contrôle territorial au Burkina-Faso, au Mali et au Niger, faisant de cette région l'une des zones les plus touchées au monde par le terrorisme depuis 2020³.

Ces crises sécuritaires ne se simplifient pas à leur dimension militaire. Les groupes armés extrémistes ont développé des stratégies de communication sophistiquées : productions vidéo multilingues, canaux Telegram codés, prêches diffusés sur Tik-Tok, WhatsApp, narratifs culturellement adaptés aux populations locales, dans le but de recruter, radicaliser et justifier leur violence (Winter, 2017). Répondre à ce défi communicationnel par les seules forces armées est légitime, mais insuffisant : la lutte contre l'extrémisme violent appelle à une mobilisation plurisectorielle, dans laquelle les acteurs médiatiques occupent une place stratégique.

C'est dans ce contexte que la question des médias locaux comme acteurs de la prévention, de la radicalisation et de contre-narration prend toute son importance. Si la littérature a parcouru le rôle des grands médias de masse et des réseaux sociaux⁴, les médias comme radio de proximité, diffusions communautaires en langues locales, demeurent basement étudiés comme acteurs significatifs de la lutte contre l'extrémisme violent dans cet espace géographique.

Ce travail se propose de combler ce manque en répondant à la question centrale suivante : dans quelle proportionnalité les médias locaux apportent-elles leurs contributions à la lutte contre l'extrémisme violent dans les pays du Bassin du Lac-Tchad et du Sahel ? Nous prenons en compte l'hypothèse que ces médias ont l'avantage décisif : leur attache phonétique, culturel et communautaire.

Cette attribution est structurellement sous-exploitée, par manque de ressources, de formation et de protection appropriée. Le travail est structuré comme ci-après : cadre théorique ; cartographie du paysage médiatique local ; analyse des formes d'engagement contre l'extrémisme violent ; exploration des obstacles structurels ; recommandations et conclusion.

I. Cadre Théorique

La théorie de la mise à l'agenda⁵ établit que les médias influencent l'échelle des préoccupations du public. Dans les zones affectées par l'extrémisme violent du Bassin du Lac-Tchad et du Sahel, ce pouvoir revêt une importance concluante : les groupes armés ont précisément intégré cette logique en cherchant à saturer l'espace informationnel de leurs propres récits : légitimité religieuse, corruption des Etats, pauvreté..., pour démoraliser les populations et recruter parmi les jeunes. Les médias locaux, en choisissant de mettre en avant d'autres réalités, témoignages de victimes, endurances communautaires, actions de développement etc., exercent une contre-pression.

Le concept de framing (Entman, 1993) enrichit cette analyse : un même fait violent peut être cadré comme une démonstration de la puissance terroriste ou comme un acte de barbarie rejeté par la

³Selon le Global Terrorism Index 2024, la région du Sahel — en particulier le Burkina Faso, le Mali et le Niger — est devenue l'épicentre mondial du terrorisme, représentant plus de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde en 2024, une dynamique renforcée par l'expansion des activités de groupes armés comme l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) et ses affiliés.

⁴Carthy, S. L., Doody, C. B., Cox, K., & O'Hara, D. (2020). Counter-narratives for the prevention of violent radicalisation: A systematic review of targeted interventions. *Campbell Systematic Reviews*, 16 (3), e1106.

⁵ La théorie de la mise à l'agenda est un concept central en sciences de l'information et de la communication, développé notamment par McCombs et Shaw (1972). Il désigne la capacité des médias à influencer les sujets auxquels le public accorde de l'importance, non pas en dictant directement ce que les gens doivent penser, mais en orientant ce à quoi ils pensent. Dans le contexte du Bassin du Lac Tchad, si les médias insistent sur les attaques terroristes, le public perçoit l'insécurité comme problème majeur. S'ils mettent en avant la déradicalisation et la cohésion sociale, ils orientent l'attention vers des solutions

communauté. Les choix de cadrage des médias locaux ne sont pas neutres ; ils construisent les représentations collectives à partir desquelles les populations définissent leur rapport aux groupes armés et à l'Etat. Former les journalistes locaux à des pratiques de cadrage responsables est donc un enjeu directement lié à la prévention de la radicalisation.

1. Le journalisme de paix dans le Bassin du Lac-Tchad et le Sahel

Le paradigme du journalisme de paix⁶ prescrit un traitement journalistique orienté vers la résolution des conflits, la promotion des acteurs de paix et la contextualisation structurelle des violences, par opposition au journalisme de guerre qui accroît les émotions et grossit les événements. Dans les pays du Bassin du Lac-Tchad et du Sahel, l'application de ces principes se heurte à des obstacles spécifiques : la complexité des acteurs, la confusion entre groupes criminels et jihadistes, et le risque continu de désapprouver des groupes communautaires entiers : Kanouri, Boudouma, Haoussa, Peules, Arabes, Touareg... associés à tort aux groupes extrémistes sans fondement.

Des ajustements contextuels du journalisme de paix ont été développés pour ces zones, notamment par la Fondation Hirondelle⁷ à travers Studio Tamani au Mali, ou par Internews⁸ dans le cadre de ses programmes de renforcement des médias au Cameroun et au Niger. Ces expériences exposent qu'un journalisme soucieux des dynamiques locales, diffusés en dialectales et ancrés dans les ennuis réels des communautés, produisent des effets significativement distincts d'un journalisme standardisé qui diffuse depuis les capitales sans vécu des réalités des terrains.

2. L'approche du contre-narratif et les conditions de son impact

Les études sur la déradicalisation menées⁹ étalent que le narratif extrémiste fait face à trois besoins psychosociaux absolus : le besoin de sens (éclaircissement de l'injustice perçue) ; le besoin d'appartenance (intégration dans un groupe aisé) et le besoin de signifiante personnelle (exécution d'une mission élevée). Un contre-narratif efficace ne se contente pas de désavouer le discours extrémiste. Ce qui peut même l'affermir par l'effet boomerang¹⁰ (contre soi) ; mais propose des récits alternatifs répondant à ces mêmes besoins cités.

Dans cet élan, les médias locaux du Bassin du Lac-Tchad et du Sahel disposent d'un avantage basique : la crédibilité d'un narratif successif, dépend de la légitimité saisie de son émetteur. Un chef religieux ou coutumier local interviewé à la radio en langue Haoussa par un journaliste de sa région a une capacité de persuasion nettement supérieure, auprès des communautés cibles, à celle d'un discours officiel diffusé en français ou en anglais depuis la capitale d'un de ces pays. L'entourage culturel, linguistique et géographique des médias locaux crée ainsi la base de leur prérogative comparative en matière de contre-narration.

3. Les médias locaux dans le Bassin du Lac-Tchad et au Sahel

Les pays constituant l'espace d'étude sont dotés des paysages médiatiques aux caractéristiques communes, malgré des différences de taille et de niveau de développement médiatique. Dans tous

⁶ Galtung, J., & Ruge, M. H. (1965). The structure of foreign news: The presentation of the Congo, Cuba and Cyprus crises in four Norwegian newspapers. *Journal of Peace Research*, 2(1), 64–90.

⁷ Fondation Hirondelle. (2013). *Studio Tamani : Informer pour la paix au Mali*. Lausanne: Fondation Hirondelle.

⁸ Internews. (2019). *Media support in the Sahel: Strengthening local media resilience in Niger and surrounding regions*. Washington, DC: Internews et Internews. (2021). *Empowering local media in crisis contexts: Lessons from Niger and Cameroon*.

⁹ Doosje, B., Moghaddam, F. M., Kruglanski, A. W., De Wolf, A., Mann, L., & Feddes, A. R. (2016). Terrorism, radicalization and de-radicalization. *Current Opinion in Psychology*, 11, 79–84. <https://doi.org/10.1016/j.copsyc.2016.06.008>

¹⁰ Ecker, U. K. H., Lewandowsky, S., & Chadwick, M. (2020). Can corrections spread misinformation to new audiences? Testing for the elusive familiarity backfire effect. *Cognitive Research: Principles and Implications*, 5(41). <https://doi.org/10.1186/s41235-020-00241-6>

ces pays, la radio est le média dominant dans les zones rurales et péri-urbaines instantanément exposées à l'extrémisme violent. Selon les données de l'UNESCO (2022), le taux d'accès à la radio en zone rurale dépasse 65 % dans la bande sahélienne, contre moins de 30 % pour la télévision et moins de 25 % pour l'internet et ses connexes (réseaux sociaux, applications, sites et blog).

Au Tchad, les provinces du Lac, du Kanem et de Hadjar Lamis, toutes exposées à l'influence de Boko Haram, disposent de plusieurs radios communautaires diffusant en Arabe tchadien, Kanembou, Kanouri, Boudouma... Des stations comme radio Ndarason International, diffuse ses programmes à partir de N'Djaména, mais avec un relai de part et d'autre avec la ville de Maiduguri, capitale de l'Etat de Bornou (Nigeria), foyer d'insurrection jihadiste de Boko Haram. Les émissions de cette radio sont écoutées dans des localités de tous ces pays cités. D'autres radios émettant en Modulation de Fréquence (FM), tout autour du Lac-Tchad : radio Kadaye de Bol et radio Nagui Bagasolo (Lac-Tchad) ; radio Alhadaba de Karal et radio Doumchi de Dagana/Massakory (Hadjar Lamis) ; radio Njimi de Mao ; radio Bissam de Mondo et radio Albichar de Nokou (Kanem). Bien d'autres radios dont les programmes sont diffusés par l'Office National des Médias Audiovisuels (ONAMA), stations provinciales de la radio nationale tchadienne. Beaucoup de ces radios communautaires ou certains de leurs volets de programmes sont soutenus par des ONGs internationales, constituent les principaux canaux d'information des populations rurales. Au Niger, les régions de Diffa et de Tillabéri, épicentres de l'activité de Boko Haram et du GSIM dans le pays, sont couvertes par des radios communautaires diffusant en Haoussa, Zarma et fulfulde, partiellement soutenues par des projets américains, de l'Union européenne et de l'ONU¹¹ etc.

Au Mali et au Burkina-Faso, le réseau de radios communautaires est historiquement plus dense¹². Des radios comme Studio Tamani (Fondation Hironnelle), radio Kayira ou les stations du réseau de l'Union des Radiodiffusions et Télévisions Libres du Mali (URTEL) ont constitué des vecteurs importants de communication, les langues Bambaras, Dogon, Songhaï et Fulfulde. Toutefois, la progression des groupes armés dans le centre et le nord du Mali, puis l'abaissement sécuritaire au Burkina-Faso à partir de 2015, ont gravement affecté ces réseaux : de nombreuses radios communautaires dans les zones de conflit ont été contraintes à fermer ou à suspendre leurs émissions sous la menace directe des groupes armés.

4. Expansion du numérique local et ses effets

La progression de la téléphonie mobile, avec des taux de pénétration à partir de 50 % dans la plupart des pays sahéliens (GSMA, 2023), a engendré l'apparition d'un écosystème médiatique numérique local. Les pages Facebook de rédactions locales, les groupes WhatsApp d'information communautaire, les chaînes YouTube de journalistes citoyens, forment un nouveau paysage informationnel qui touche en priorité les jeunes urbains et dans les zones périphériques. Le but démographique nécessaire du recrutement extrémiste. Cependant, cet espace numérique est aussi un vecteur d'endoctrinement extrémiste : Boko Haram et le GSIM ont cerné activement ces plateformes pour répandre des messages d'enrôlement et des vidéos en langues locales, plaçant les médias locaux en compétition directe avec ces contenus, des ressources sans commune mesure.

5. Faiblesses structurelles du paysage médiatique local

Le paysage médiatique local dans les zones de conflit est marqué par trois fragilités majeure. Premièrement, la fragilité économique : la quasi-totalité des médias locaux ne sont pas

¹¹ Maza, K. D., Koldas, U., & Aksit, S. (2020). Challenges of Countering Terrorist Recruitment in the Lake Chad Region: The Case of Boko Haram. *Religions*, 11(2), 96. <https://doi.org/10.3390/rel11020096>
Cet article examine les efforts multilatéraux, y compris le rôle d'organisations régionales et internationales (Union africaine, ONU, États, etc.) dans la lutte contre la radicalisation et l'insurrection de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, et discute des stratégies communiquant, communautaires et holistiques mises en œuvre par ces acteurs.

¹² Heywood, E. (2022). Radio and social media as a two-way communication tool in conflict and pandemic-affected communities in Burkina Faso. *African Journalism Studies*.

économiquement viables sans financements extérieurs. Les marchés publicitaires y sont quasi inexistantes et la dépendance aux bailleurs extérieurs expose l'autonomie éditoriale ; Deuxièmement, l'insécurité physique : le Burkina-Faso, le Mali et le Niger figurent parmi les pays les plus risqués au monde pour les journalistes (RSF, 2024), qui supportent des menaces directes des groupes armés, mais aussi parfois des forces de sécurité ; Troisièmement, le déficit de ressources humaines qualifiées : dans des pays où les écoles de journalisme sont rares et les formations spécialisées presque inexistantes, la majorité des journalistes locaux exercent sans formation appropriée au traitement des conflits ou à la prévention de l'extrémisme

Les stratégies des médias locaux pour lutter contre l'extrémisme violent

L'aspect le plus direct d'engagement des médias locaux consiste à produire et diffuser des contre-narratifs qui déconstruisent les fondements théoriques des groupes armés. Dans le Bassin du Lac-Tchad, cette stratégie a été mise en œuvre à travers des émissions radiophoniques faisant intervenir des autorités religieuses locales pour contredire les explications coraniques de Boko Haram et de l'ISWAP (dissidence de Boko Haram), diffusées en langues Haoussa et Kanouri notamment.

L'exemple annoncé est celui du programme « Ni Kowa » (Nous tous) en Haoussa, produit par la radio britannique BBC, Media Action au Niger et au nord-est du Nigeria entre 2016 et 2020¹³. Ce programme radiophonique, diffusé sur des radios locales partenaires, proposait des émissions de débat collective sur les causes de la radicalisation et les alternatives au recrutement extrémiste de jeunes. Des appréciations d'impact ont montré que les auditeurs réguliers présentaient des attitudes significativement plus défavorables au recrutement extrémiste que les non-auditeurs (BBC, Media Action, 2020). Au Mali, Studio Tamani produit depuis 2013 des émissions en Bambara, Ffulfulde et Songhaï, diffusées sur plus de 80 radios partenaires dans la sous-région du centre et du nord du pays, avec des messages spécifiques de dialogue interreligieux et de déconstruction du narratif jihadiste et contre la radicalisation.

6. L'éducation civique comme levier de prévention de la radicalisation

Subséquentement à la contre-narration idéologique, les médias locaux jouent un rôle préventif capital, en proposant des contenus éducatifs civiques et de sensibilisation. Dans des zones où les taux d'analphabétisme est au-delà de 70 %, dans certaines régions rurales, au nord du Tchad, Diffa (Niger), au nord-est du Nigeria, la radio communautaire constitue généralement la seule substance d'information citoyenne accessible. Des programmes de radios communautaires, des émissions sur la sensibilisation des citoyens, sur les droits de femmes et leur rôle dans la prévention du recrutement de personnes, ou encore, des émissions diffusées, d'éducation à la citoyenneté appuyée par des partenaires au développement. Des diffusions en langues locales enrichissent l'inconstance des médias locaux comme instruments de prévention.

Au Cameroun, la radio communautaire de Maroua a développé des émissions typiques destinées aux mères de famille sur la détection des signes de radicalisation chez les jeunes, avec un impact avéré sur les pratiques parentales dans les communautés tributaires (Search for Common Ground, 2021).

7. Les contraintes structurelles entravant l'efficacité des médias locaux

La viabilité économique constitue le défi le plus fondamental des médias locaux dans les zones de conflit. L'insuffisance des marchés publicitaires locaux et l'absence de modèles d'abonnement viables dans des économies informelles à faibles revenus font que la quasi-totalité des médias locaux de la sous-région dépend de financements extérieurs pour leur survie. Cette dépendance a des conséquences directes sur leur indépendance éditoriale : les médias financés par les Etats tendent

¹³ L'exemple documenté est celui du programme Ni Kowa (« Nous tous », en haoussa), produit par BBC Media Action au Niger et dans le nord-est du Nigeria entre 2016 et 2020, visant à promouvoir la cohésion sociale et la prévention des conflits à travers des formats radiophoniques participatifs (BBC Media Action, 2020).

à s'autocensurer sur les critiques des politiques sécuritaires ; ceux financés par des bailleurs internationaux peuvent être perçus comme des instruments d'agenda étrangers, ce qui abîme leur légitimité locale. En période de crise sécuritaire, lorsque les zones de conflit deviennent moins captivantes pour les bailleurs, les médias locaux sont les premiers à perdre leurs soutiens financiers, clairement au moment où leur rôle serait le plus vital.

8. Le risque sécuritaire et ses effets sur l'autocensure des médias

Dans les parties directement affectées par l'extrémisme violent, les journalistes locaux travaillent dans des conditions d'insécurité extrême. Menaces de mort, enlèvements, assassinats, destruction de matériel, interdictions de diffuser : les représailles des groupes armés contre les journalistes et d'autres activistes comme des Tiktokeurs¹⁴. Plusieurs journalistes locaux ont été tués au Mali et au Burkina-Faso entre 2020 et 2024 en raison de leur couverture de groupes armés¹⁵. Les pressions des Etats, en particulier sous les régimes militaires du Burkina-Faso, du Mali, et du Niger de 2021 à 2023, sont également multipliés, les restrictions à la liberté de la presse¹⁶. Cette insécurité génère une autocensure généralisée qui se vide de son contenu, le potentiel des médias locaux.

9. Le déficit en formation professionnelle spécialisée et risques d'instrumentalisation

La formation au journalisme de paix, centrée sur des thématiques essentielles telles que l'éthique, l'extrémisme violent, la sécurité numérique et la protection des sources, demeure largement insuffisante dans les cursus journalistiques des pays du Bassin du Lac-Tchad et du Sahel. Dans des pays comme le Burkina Faso, le Niger ou le Tchad, les écoles de journalisme sont peu nombreuses ; souvent sous-équipées et proposent des programmes de formation généralistes qui ne répondent pas pleinement aux besoins spécifiques du terrain.

Au Tchad, certaines initiatives universitaires ont permis de combler partiellement cette lacune. Les formations en journalisme, organisées au sein du secteur des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (STIC) et intégrées à la faculté des Langues, Lettres, Arts et Communication, sont pilotées par des départements spécialisés, comme celle de l'Université de N'Djaména. Ces programmes ont permis de former plusieurs centaines de journalistes qui interviennent sur l'échiquier médiatique local, néanmoins l'offre reste limitée par rapport à l'ampleur des besoins, et les compétences spécialisées nécessaires, pour traiter des questions sensibles liées à la paix, à la sécurité et à l'extrémisme violent demeurent largement insuffisantes.

Il serait simpliste de considérer les médias locaux uniquement comme des vecteurs potentiels de paix. Dans de nombreux contextes, certains médias ont diffusé des discours stigmatisant des groupes ethniques ou religieux, contribuant ainsi à l'escalade de tensions et au renforcement de dynamiques des violences intercommunautaires. Au Burkina-Faso et au Mali, par exemple, la stigmatisation médiatique des communautés Peules, souvent présentées comme complices des groupes armés, a été identifiée comme un facteur aggravant des conflits locaux, phénomène présenté par les Nations unies et plusieurs ONGs de protection (HRW, 2022). Cette réalité met en lumière la nécessité d'un strict respect de la déontologie journalistique et la mise en place de mécanisme d'autorégulation puissant, considéré comme des conditions préalables et essentielles pour que les médias locaux puissent jouer un rôle efficace dans la prévention de l'extrémisme violent.

¹⁴ https://www.theguardian.com/world/2025/nov/11/tiktok-influencer-executed-mali-town-square-suspected-jihadists-mariam-cisse?utm_source=chatgpt.com TikTok influencer killed in public 'execution' as Mali's jihadist crisis worsens. Une Tiktokeuse malienne nommée Mariam Cissé a été enlevée et exécutée publiquement dans le nord du Mali. Des hommes armés, liés au GSIM (affilié à Al-Qaïda), l'accusaient de collaborer avec l'armée malienne ou filmer leurs activités.

¹⁵ Committee to Protect Journalists (CPJ). (2024). Killed journalist's database. Disponible sur: <https://cpj.org/data/killed/>

¹⁶ Reporters sans frontières (RSF). (2023). Classement mondial de la liberté de la presse 2023 : Afrique subsaharienne sous pression. RSF.

II. Axes stratégiques de recommandations

2.1. Créer un Fonds régional pour les médias de paix dans le Bassin du Lac Tchad et le Sahel

Les Etats de la sous-région, en particulier ceux membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) devraient, avec le soutien de l'Union africaine, de l'ONU et des partenaires bilatéraux, créer un fonds sous-régional dédié au financement des médias locaux dans les zones de conflit. Ce fonds, peut être géré par un mécanisme indépendant associant professionnels des médias et acteurs de la société civile, dont des leaders traditionnels et religieux, garantirait un financement pluriannuel prévisible et des aléas de financements de projet.

2.2. Renforcer et systématiser les programmes de formation en journalisme de paix dans la sous-région

Un programme sous-régional de formation en journalisme de paix et de résolution des conflits devrait être établi, en partenariat avec les écoles de journalisme en Afrique :

- Au Cameroun, la formation journalistique est principalement assurée par l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC) de l'Université Yaoundé II (Soa). Cette institution constitue le principal pôle de formation pour les journalistes et professionnels des médias dans le pays ; offrant des programmes de licence, de master et doctorat, alliant théories et pratiques ;
- Au Tchad, la formation professionnelle en journalisme demeure limitée, bien que plusieurs initiatives soient en cours ou projetées. En 2023, un projet de création d'une école supérieure de journalisme et des métiers de la communication a été validé en conseil des ministres, témoignant de la volonté officielle de structurer localement la formation de journalistes. Actuellement, la faculté des langues, lettres, art et communication de l'Université de N'Djaména propose des programmes en Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (STIC), qui forment des communicateurs et journalistes, ainsi que des professionnels des médias, même si la spécialisation reste encore restreinte ;
- Au Niger, la formation en journalisme est assurée par l'Institut de Formation aux Techniques de l'Information et de la Communication (IFTIC), seule école offrant des cours spécialisés en journalisme, production radio/télévision et techniques audiovisuelles. Par ailleurs, l'Université Abdoul Moumouni de Niamey propose un master, voire doctorat en communication incluant des modules spécifiques aux médias et au journalisme ;
- Au Sénégal, plusieurs institutions assurent une formation professionnelle reconnue. Le Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), rattaché à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, forme depuis des décennies, des journalistes professionnels. A cela s'ajoutent E-JICOM (École Supérieure de Journalisme, Métiers de l'Internet et de la Communication), établissement privé spécialisé dans le journalisme et la communication numérique. Aussi à l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, qui propose des programmes en journalisme et communication.

Ce programme devrait intégrer des modules spécifiques sur la couverture de l'extrémisme violent ; la construction de contre-narratifs ; la protection des sources et la sécurité numérique, avec des formations décentralisées en langues locales de terroirs pour les journalistes des zones rurales.

2.3. Renforcer la protection des journalistes locaux dans les zones affectées par les conflits

La protection de journalistes locaux constitue une condition préalable indispensable à toute stratégie de mobilisation des médias dans la lutte contre l'extrémisme violent. Les États de la sous-région doivent, à cet effet, adopter ou renforcer les cadres législatifs garantissant la sécurité de journalistes à mettre en place des mécanismes d'alerte rapide pour les professionnels menacés et former les forces de sécurité au respect du rôle et des pratiques du journalisme.

2.4. Promouvoir l'appropriation des technologies numériques par les médias locaux

Face à la présence constante des groupes armés sur les plateformes numériques et mobiles, les médias locaux doivent renforcer leur présence en ligne. Des programmes de soutien à la transformation numérique des radios communautaires de proximité, incluant la diffusion en streaming (diffusion en continu), la présence sur des plateformes telles que WhatsApp, Telegram et Facebook, sans omettre la production des podcasts en langues locales avec des émissions interactives donnant la parole aux populations de chaque zone, qui devraient bénéficier d'un accompagnement technique et d'un soutien financier. Par ailleurs, la formation au fact-checking (vérification des faits) et à la lutte contre la désinformation, notamment les fake news, infox/intox en langues locales, constitue un impératif urgent et un outil essentiel pour réguler efficacement les activités médiatiques sur le terrain.

Conclusion

L'analyse menée dans ce travail confirme l'hypothèse initiale selon laquelle les médias locaux du Bassin du Lac-Tchad et du Sahel disposent d'atouts significatifs pour contribuer efficacement à la lutte contre l'extrémisme violent. Leur ancrage linguistique et culturel, leur proximité avec les populations vulnérables à la radicalisation, ainsi que leur capacité à mobiliser des autorités communautaires légitimes dans la production de contre-narratifs, leur confèrent un avantage comparatif que les médias nationaux ou internationaux ne peuvent reproduire. Les expériences concrètes, de telles que Studio Tamani au Mali, le programme Ni Kowa de BBC Media Action au Niger et au Nigeria, ainsi que les radios communautaires du Bassin du Lac-Tchad soutenues par les partenaires au développement de la sous-région, montrent que, lorsque les conditions sont réunies, les médias locaux peuvent exercer un impact mesurable sur les perceptions et comportements des populations face à l'extrémisme violent.

Cependant, cette étude souligne également que l'exploitation de ce potentiel est structurellement entravée. La précarité économique, l'insécurité physique, le déficit de formation spécialisée et les pressions politiques et institutionnelles, exacerbées par les contextes instables dans certains pays du Sahel (Burkina-Faso, Mali, Niger) depuis 2021, réduisent considérablement la marge de manœuvre des médias locaux. Dans plusieurs zones, des radios communautaires susceptibles de jouer un rôle crucial dans la prévention de l'extrémisme violent ont été contraintes de suspendre leurs émissions, sous la pression des groupes armés ou par manque de financements. La capacité opérationnelle des médias locaux demeure donc, dans les faits, largement sous-exploitée.

En définitive, la mobilisation des médias locaux dans la lutte contre l'extrémisme violent dans le Bassin du Lac-Tchad et le Sahel ne constitue pas un choix parmi d'autres : elle constitue une nécessité stratégique. Dans des territoires où l'État est souvent absent et où les grandes chaînes nationales sont perçues comme étrangères aux réalités locales, les groupes armés déploient leurs propres stratégies de communication, souvent puissantes et ciblées. Seuls des médias profondément enracinés dans les communautés, maîtrisant leurs langues et codes culturels, disposent de la légitimité indispensable pour construire et diffuser des récits alternatifs crédibles. Investir dans ces médias, c'est investir dans la résilience des sociétés face à la menace extrémiste violente et radicale : une responsabilité que les États de la région, la communauté internationale et les professionnels des médias ne peuvent plus différer.

Bibliographie

- Awosusi, A. E. 2017. Aftermath of Boko Haram violence in the Lake Chad Basin: a neglected global health threat. *BMJ Global Health*, 2(1). <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2016-000193>
- Carthy, S. L., Doody, C. B., Cox, K., & O'Hara, D. 2020. Counter-narratives for the prevention of violent radicalization: A systematic review of targeted interventions. *Campbell Systematic. Reviews*, 16(3), e1106.
- Committee to Protect Journalists (CPJ). (2024). Killed journalist's database. Disponible sur:

Doosje, B., Moghaddam, F. M., Kruglanski, A. W., De Wolf, A., Mann, L., & Feddes, A. R. (2016). Terrorism, radicalization and de-radicalization. *Current Opinion in Psychology*, 11, 79–84. <https://doi.org/10.1016/j.copsyc.2016.06.008>

Fondation Hironnelle. (2013). *Studio Tamani : Informer pour la paix au Mali*. Lausanne: Fondation Hironnelle.

Galtung, J., & Ruge, M. H. (1965). The structure of foreign news: The presentation of the Congo, Cuba and Cyprus crises in four Norwegian newspapers. *Journal of Peace Research*, 2(1), 64–90.

Heywood, E. (2022). Radio and social media as a two-way communication tool in conflict and pandemic-affected communities in Burkina Faso. *African Journalism Studies*.

https://www.theguardian.com/world/2025/nov/11/tiktok-influencer-executed-mali-town-square-suspected-jihadists-mariam-cisse?utm_source=chatgpt.com TikTok influencer killed in public 'execution' as Mali's jihadist crisis worsens. Une Tiktokeuse malienne nommée Mariam Cissé a été enlevée et exécutée publiquement dans le nord du Mali. Des hommes armés, liés au GSIM (affilié à Al-Qaïda), l'accusaient de collaborer avec l'armée malienne ou filmer leurs activités.

Internews. (2019). *Media support in the Sahel: Strengthening local media resilience in Niger and surrounding regions*. Washington, DC: Internews et Internews. (2021). *Empowering local media in crisis contexts: Lessons from Niger and Cameroon*.

L'exemple documenté est celui du programme Ni Kowa (« Nous tous », en haoussa), produit par BBC Media Action au Niger et dans le nord-est du Nigeria entre 2016 et 2020, visant à promouvoir la cohésion sociale et la prévention des conflits à travers des formats radiophoniques participatifs (BBC Media Action, 2020).

La théorie de la mise à l'agenda est un concept central en sciences de l'information et de la communication, développé notamment par McCombs et Shaw (1972). Il désigne la capacité des médias à influencer les sujets auxquels le public accorde de l'importance, non pas en dictant directement ce que les gens doivent penser, mais en orientant ce à quoi ils pensent. Dans le contexte du Bassin du Lac Tchad, si les médias insistent sur les attaques terroristes, le public perçoit l'insécurité comme problème majeur. S'ils mettent en avant la déradicalisation et la cohésion sociale, ils orientent l'attention vers des solutions

Maza, K. D., Koldas, U., & Aksit, S. (2020). Challenges of Countering Terrorist Recruitment in the Lake Chad Region: The Case of Boko Haram. *Religions*, 11(2), 96. <https://doi.org/10.3390/rel11020096>

Pham, J. P. (2016). Boko Haram: The strategic evolution of the Islamic State's West Africa Province. *The Journal of the Middle East and Africa*, 7(1), 1–18. <https://doi.org/10.1080/21520844.2016.1152571>

Reporters sans frontières (RSF). (2023). *Classement mondial de la liberté de la presse 2023 : Afrique subsaharienne sous pression*. RSF. Synthèse académique des études expérimentales sur le contre-narratives comme intervention de prévention de la radicalisation.

Ecker, U.K.H., Lewandowsky, S., & Chadwick, M. (2020). Can corrections spread misinformation to new audiences? Testing for the elusive familiarity backfire effect. *Cognitive Research: Principles and Implications*, 5(41). <https://cpj.org/data/killed/>

Selon le Global Terrorism Index 2024, la région du Sahel - en particulier le Burkina Faso, le Mali et le Niger - est devenue l'épicentre mondial du terrorisme, représentant plus de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde en 2024, une dynamique renforcée par l'expansion des activités de groupes armés comme l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et ses affiliés.